



# PRÉFET DE L'ARDÈCHE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
Auvergne Rhône-Alpes  
Unité interdépartementale Drôme-Ardèche

**Arrêté préfectoral n°07-2023-05-31-00002**  
**de mise en demeure en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement**  
**de la société BRENNTAG de respecter les prescriptions applicables aux installations soumises à**  
**autorisation pour son établissement situé Zone d'activité les Sauzets sur la commune d'Andance**  
**(07340)**

**Le Préfet de l'Ardèche**  
**Chevalier de la légion d'honneur**

**VU** le code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

**VU** le décret NOR INTA2100151D du 6 janvier 2021 portant nomination de Monsieur Thierry DEVIMEUX en qualité de préfet de l'Ardèche ;

**VU** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation qui disposent que :

– article 25-II : « *La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis.* »,

– article 25-IV : « *A.-Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles définies aux points I et II de l'article 25.* »

– article 25-IV « *E. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol, solides ou liquides, est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les fuites éventuelles ou épandages accidentels.* »

**VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2007-15-6 du 15 janvier 2007 modifié délivré à la société BRENNTAG ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°07-2022-08-22-00002 du 22 août 2022 portant délégation de signature à Madame Isabelle ARRIGHI, secrétaire générale de la préfecture de l'Ardèche ;

**VU** le rapport de l'inspecteur des installations classées ainsi que le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure, transmis à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 7 avril 2023, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

**VU** l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite en date du 17 mars 2023, l'inspectrice de l'environnement a constaté les faits suivants :

- la présence de stockage d'acides et bases fortes sur la zone dite de chimie minérale, présentant des classes de danger au titre du règlement CLP : toxicité aiguë (SGH06), danger pour la santé (SGH08), nocif ou irritant (SGH07), corrosif (SGH05) et danger pour l'environnement (SGH09)

- les revêtements des rétentions des cuves aériennes de la zone chimie minérale ne sont pas étanches et ne résistent pas à l'action physico-chimique des acides et bases fortes qu'elles peuvent recueillir : revêtement béton attaqué (rétentions M1C, M1D), fissures (rétention M1C)
- le revêtement de l'aire de dépotage de la zone chimie minérale n'est pas étanche et ne résiste pas à l'action physico-chimique des acides et bases fortes qu'elle peut recueillir (casse et trous du revêtement, trous dans le sol)
- le revêtement de la zone de conditionnement sous auvent de la zone chimie minérale n'est étanche et ne résiste pas à l'action physico-chimique des acides et bases fortes qu'elles peuvent recueillir (trous, revêtement attaqué, percé)

**CONSIDÉRANT** que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 25-II, 25-IV. A et 25-IV.E de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où l'absence d'étanchéité des rétentions peut occasionner en cas d'épandage de produits polluants une infiltration dans les sols, dans la nappe phréatique et occasionner une pollution de l'eau ou du sol;

**CONSIDÉRANT** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société BRENNTAG de respecter les dispositions des articles 25-II et 25-IV de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**SUR** proposition de la secrétaire générale de la Préfecture de l'Ardèche ;

## **ARRETE**

Article 1 : La société BRENNTAG exploitant une installation de stockage, formulation et conditionnement de produits chimiques sise Zone d'activité Les Sauzets sur la commune d'Andance est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 25-II, 25-IV.A et 25-IV.E de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé, en :

- mettant en place un revêtement étanche et résistant à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis dans un délai de **six mois**, à compter de la notification du présent arrêté au niveau, de (1) toutes les rétentions des cuves aériennes de la zone chimie minérale, (2) de l'aire de dépotage de la zone chimie minérale et (3) de la zone de manipulation et conditionnement de produits chimiques sous auvent de la zone chimie minérale,
- fournissant le cahier des charges de la mise en place des revêtements listés ci-dessous dans un délai **d'un mois** à compter de la notification du présent arrêté,
- fournissant le bon de commande de la mise en place des revêtements listés ci-dessous et le planning dans un délai de **deux mois** à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 : En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans le délai prévu par ce même article, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Lyon, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

La requête peut être déposée ou envoyée au greffe du tribunal administratif de Lyon, ou adressée par voie électronique au moyen du téléservice accessible par internet à l'adresse : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Cet arrêté peut également faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Lyon.

Article 4 : Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de l'Ardèche pendant une durée minimale de deux mois.

Ampliation en sera adressée à :


- Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de l'Ardèche
- Madame le Maire de la commune d'Andance
- Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes,

chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté

Fait à Privas, le

**31 MAI 2023**

Pour le préfet,  
La secrétaire générale,



Isabelle ARRIGHI

